



#EUPartnership18

Lundi 25 juin 2018 (14h00-16h00)

Session 2

Renforcer les partenariats

Contexte

La Commission européenne a signé 28 accords-cadres de partenariat (FPA) avec des organisations de la société civile et des associations d'autorités locales au niveau mondial et régional dans des domaines aussi divers que la lutte contre la corruption, le genre, les droits de l'homme, la décentralisation, la bonne gouvernance et la coopération décentralisée. Ces accords créent des partenariats politiques à long-terme autour d'objectifs stratégiques. Grâce à ces partenariats, la Commission européenne promeut l'espace public de la société civile et des autorités locales, renforce leur participation dans le processus de développement et favorise la concertation politique, sociale et économique. Ces partenariats peuvent également jouer un rôle majeur pour mettre en œuvre et contextualiser les Objectifs de développement durable (ODD) et le Consensus européen pour le développement. Les signataires de FPA souhaitent renforcer la collaboration en favorisant davantage de synergies, et d'espaces d'échange, avec des contacts renforcés et plus réguliers, une concertation politique structurée et des points focaux dédiés au sein de la Commission européenne. Suite au Forum du partenariat 2017, ils avaient formulé les recommandations ci-après : améliorer les synergies entre les FPA et l'Union Européenne au niveau national, régional et international, pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 ; impliquer les FPA dans la concertation politique et ; prévoir des possibilités de financement durable. L'heure est venue de tirer des leçons sur notre collaboration, de clarifier nos attentes et de réfléchir à une collaboration et à des synergies accrues, telle la création d'un mécanisme d'échange informel.

Objectifs de la session

Clarifier les attentes concernant la coopération future et renforcer le partenariat multi-acteurs pour atteindre les ODD, tout en tenant compte de nos attentes respectives, des spécificités des FPA et des leçons tirées de nos relations et de nos plateformes multi-acteurs.

Résultats attendus

- Meilleure compréhension des accords-cadres de partenariat en termes politique, technique et financier
- Des leçons sont tirées de l'expérience de tels accords, y compris forces et faiblesses
- Une feuille de route est élaborée pour accroître les synergies
- Des propositions sont identifiées pour un dialogue accru entre les FPA eux-mêmes et avec la Commission européenne.

Méthodologie

Un panel composé de représentants de la Commission européenne, d'autorités locales et d'organisations de la société civile introduira la session. Puis, 4 groupes de travail seront constitués d'une vingtaine de participant.e.s chacun, qui mêleront autorités locales et organisations de la société civile, tout en palliant toute barrière linguistique. Les participants aborderont les questions proposées ci-dessous. Chaque groupe de travail désigne son rapporteur. Enfin, les quatre rapporteurs présenteront les recommandations de leur groupe de travail en plénière. Cette présentation sera suivie d'une discussion en plénière, d'une session de questions-réponses et des réactions de la Commission européenne sur lesdites recommandations.

Questions proposées

- 1) Comment s'engager dans une concertation politique avec l'UE sur des questions et thématiques ayant un impact sur les pays en développement et sur le développement durable en général ?
- 2) A quoi pourraient ou devraient ressembler les partenariats d'ici cinq ans ?
 - a) Qu'attendons-nous des futurs accords-cadres de partenariat au niveau technique, politique et financier ?
 - b) Qu'attendons-nous du futur Forum du partenariat ?
 - c) Comment faire en sorte que les partenariats se concrétisent au niveau national et régional ?

Modérateur

- Maurice Claassens, Coordinateur principal, SOLIDAR

Panélistes

- Rosario Bento Pais, Chef d'unité, Organisations de la société Civile, Fondations, Direction Générale pour la Coopération internationale et le développement, Commission européenne
- Paolo Ciccarelli, Chef d'unité, Autorités Locales, Villes, Infrastructures, Digitalisation, Direction Générale pour la Coopération internationale et le développement, Commission européenne
- Greg Munro, Secrétaire général, Commonwealth Local Government Forum (CLGF)
- Magda Elena Toma, Directrice, Forum International des Plateformes Nationales d'ONG (FIP)

Rapporteur

- Juana Vera Delgado, Coordinatrice de Women2030, Alliance Genre et Eau (GWA)

Documents de référence

- Fiches techniques des OSC signataires d'accords-cadres de partenariat
https://www.partnershipforum2018.eu/images/Docs_EN/Fact_Sheet_CSOs_FPAs.pdf
- Fiches techniques des autorités locales signataires d'accords-cadres de partenariat
https://www.partnershipforum2018.eu/images/Docs_EN/Fact_Sheet_ALAs_FPA.pdf
- Exemple de mécanisme de la société civile pour le Comité de la sécurité alimentaire mondiale



presentation of the Civil Society Mecha



presentation of the Civil Society Mecha

- Synthèse des discussions de l'année dernière en annexe
 - Document de suivi après la session du Forum du partenariat du 5 juillet 2017
 - Lettre des FPA du 18 septembre 2017 à l'attention de la Direction Générale pour la Coopération internationale et le développement (DEVCO)



FPA letter to G. Prada
18.09.17.docx

Améliorer les synergies entre les FPA et l'UE au niveau national, régional et international pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 avec :

- DEVCO "ouvrant les portes" et aidant les FPA qui le souhaitent à entrer en contact tant avec les Délégations de l'UE dans les pays qu'avec d'autres DG au siège, pour une concertation politique plus structurée et systématique avec les fonctionnaires européens
- La possibilité d'inviter des FPA au Forum des politiques sur le développement, forum qui est régional et multi-acteurs, et/ou à d'autres réunions régionales ou thématiques
- Une communication accrue et systématique entre les FPA, les délégations de l'Union européenne et DEVCO, sur les contacts, le dialogue et les événements dans les pays
- La mise en contact entre projets et partenaires régionaux ou nationaux
- Des réunions de FPA actifs dans un même pays
- Une plus grande visibilité des FPA dans les réunions annuelles auxquelles participent des délégations de l'UE (ainsi que sur le site web d'EuropeAid)
- Partenariats à long-terme avec des organisations qui ne sont pas simplement des plateformes régionales ou mondiales.

Faire participer les FPA au dialogue politique avec :

- Des FPA mieux impliqués dans le processus politique et une plus grande cohérence des politiques européennes ayant une répercussion sur la vie des personnes les plus marginalisées dans les pays partenaires, que ces politiques aient trait au commerce, aux investissements, à la concurrence, aux finances ou autre
- Un dialogue continu et structuré entre la société civile et les gouvernements locaux et les différents décideurs politiques européens, au-delà de la DG DEVCO et des mécanismes de dialogue existants

Offrir des possibilités de financement durable

- Garantir aux partenaires un soutien financier de base, pérenne, flexible et sur le long-terme, plutôt qu'un soutien limité dans le temps ou un simple financement de projet, afin que tous les FPA disposent des ressources nécessaires pour agir aussi dans le futur
- Envisager de modifier les accords et les instruments financiers pour faciliter l'aide aux organisations de la société civile et au renforcement de leurs capacités, y compris par différentes possibilités de subvention, de simplification des procédures de contrôle et de passation de marchés, d'appui structurel et continu (plutôt que sur des projets à durée limitée) et par des provisions suffisantes pour couvrir les frais généraux.

Compte tenu de ce qui précède, nous réitérons notre intérêt et proposons d'aider à bâtir un plan de partenariat avec l'UE permettant à la société civile et aux gouvernements locaux et régionaux de contribuer aux processus politiques de façon plus rapide et plus structurée, en définissant à l'avance la coopération, les thèmes, et les réunions de concertation pour atteindre des résultats plus efficaces en termes de Partenariat (...) et de convenir d'actions concrètes pour réaliser ces Accords à la hauteur de nos ambitions vu l'engagement de l'UE concernant l'ODD 17.